

FICHE FAMILIALE D'ETAT CIVIL

Décret du 26 septembre 1953, modifié par les décrets du 22 mars 1972, du 15 mai 1974, du 16 septembre 1997 et du 20 août 1998. Arrêté du 14 décembre 1998 (J.O. du 22 décembre 1998).

NOTA. La fiche est établie sur présentation : du livret de famille ou d'une copie intégrale ou d'un extrait de l'acte de naissance de chacun des intéressés, ou, s'agissant d'époux, de la copie intégrale ou de l'extrait d'acte de mariage, assortis de la copie intégrale ou de l'extrait de l'acte de naissance de chacun de leurs enfants.

A la demande de l'intéressé(e), il peut être établi soit une fiche séparée pour chaque membre de la famille (fiche individuelle), soit une fiche collective (fiche familiale).

Seuls sont portés sur cette fiche les enfants dont la filiation est établie à l'égard du seul parent ou des deux parents figurant dans le document présenté pour établir cette fiche.
Cette fiche est valable tant que l'état civil des personnes qui y figurent, certifié par le demandeur, n'a pas été modifié.

(à compléter par l'administration)

NOM (2)

DIEUDONNE

Prénom(s)

Robert Georges Charles François

Dans l'ordre de l'état civil.

Né - ~~Née~~ (3) le

12 Juin 1932

Le mois doit être inscrit en toutes lettres.

à

MOYENVIC (57)

Commune (pour Paris, Marseille, et Lyon, indiquer l'arrondissement) et département (ou territoire d'outre-mer ou collectivité territoriale). Pour les naissances à l'étranger, préciser le pays.

Nom et prénoms de l'autre parent (2) (5)

ESMILAIRE Jeannine Marie

Nom en lettres capitales. Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil.

Née - Née (3) le

11 Décembre 1939

Le mois doit être inscrit en toutes lettres.

à

LINDRE-HAUTE (57)

Commune (pour Paris, Marseille, et Lyon, indiquer l'arrondissement) et département (ou territoire d'outre-mer ou collectivité territoriale). Pour les naissances à l'étranger, préciser le pays.

Situation du ou des parents l'un à l'égard de l'autre (5) (6)

☐ Marié(s)

☐ Non-marié(s)

☐ Veuf(ve)

☒ Divorcé(e)

Mariage célébré

04 Avril 1961

le

à

LINDRE-HAUTE (57)

Commune (pour Paris, Marseille, et Lyon, indiquer l'arrondissement) et département (ou territoire d'outre-mer ou collectivité territoriale). Pour les naissances à l'étranger, préciser le pays.

NOM ET PRENOMS DES ENFANTS
Dans l'ordre de l'état civil

SEXE
M
ou
F

NAISSANCES

Date

Lieu (indiquer avec les mêmes
précisions que pour les parents)

DIEUDONNE Patrick Robert Louis

M

29/08/1962

NANCY

54

DIEUDONNE Isabelle Jeannine Gabrielle

F

20/09/1963

NANCY

54

DIEUDONNE Philippe René

M

28/03/1965

DIEUZE

57

(à compléter par l'administration)

Conforme (6) : ☐ à la copie intégrale ou à l'extrait des actes :

☐ de naissance

☐ de mariage

numéro

délivré(e) le

par

☒ au livret de famille

☒ d'époux

☐ commun de parents naturels

☐ de mère ou de père naturel

(à compléter par le demandeur)

Je soussigné(e) DIEUDONNE Robert Georges Charles

Nom et prénom(s)

certifie sur l'honneur l'exactitude des déclarations portées sur la présente fiche.

Le 21 Juillet 2000

Signature

Nom et qualité de l'agent

Signature

Date 21 Juillet 2000

- (1) Sous cette rubrique pourra être notamment portée, si les documents présentés le permettent, la mention de l'adoption simple ou du décès de la personne concernée.
- (2) Nom de jeune fille de l'intéressée pour les femmes mariées, veuves ou divorcées.
- (3) Biffer la mention inutile.
- (4) Sous cette rubrique pourra notamment être portée, si les documents présentés le permettent, la mention du divorce du conjoint.
- (5) Cette rubrique doit être remplie dans la mesure où les documents présentés le permettent; la biffer si elle n'est pas remplie.
- (6) Mettre une croix dans la case utile.

En application de l'article 441-7 du code pénal, est puni d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende le fait :

1) D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts;

2) De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère;

3) De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 300 000 F d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.